LOI POUR LA CONFIANCE DANS L'ECONOMIE NUMERIQUE :

Publication d'un décret d'application

LOI POUR LA CONFIANCE DANS L'ECONOMIE NUMERIQUE

Amélie Robitaille

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/5520>

DOI : 10.4000/revdh.5520

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Amélie Robitaille, « Publication d'un décret d'application », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne],
Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 07 mars 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/5520> ; DOI : 10.4000/revdh.5520

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

LOI POUR LA CONFIANCE DANS L'ECONOMIE NUMERIQUE :

Publication d'un décret d'application

LOI POUR LA CONFIANCE DANS L'ECONOMIE NUMERIQUE

Amélie Robitaille

- 1 Il aura fallu pas loin de sept ans pour que soit publié le décret d'application auquel renvoie l'article 6 II de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique. En effet, le 1er mars dernier a été publié le décret n° 2011-219 du 25 février 2011 relatif à la conservation et à la communication des données permettant d'identifier toute personne ayant contribué à la création d'un contenu mis en ligne.
- 2 Alors que l'article 6 II de la loi pour la confiance dans l'économie numérique se contentait de mettre à la charge des fournisseurs d'accès et d'hébergement l'obligation de « *dét[enir] et conser[er] les données de nature à permettre l'identification de quiconque a contribué à la création du contenu ou de l'un des contenus des services dont elles sont prestataires* », **le décret du 25 février 2011 dresse une liste exhaustive de ces données et précise leur durée de conservation**. Il devrait mettre fin à une jurisprudence hésitante sur la nature des données que les prestataires techniques doivent conserver et dont l'autorité judiciaire peut demander communication.
- 3 Il convient de préciser que la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés avait rendu un avis sur la question en décembre 2007. A l'époque, la CNIL, saisie par le Ministre de la Justice, n'avait pas jugé opportun de rendre public son avis (elle est en effet libre de le faire ou non conformément à l'article 11-4°a) de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978). Le 3 mars dernier, la CNIL a décidé de **le publier sur son site Internet**.
- 4 Décret n° 2011-219 du 25 février 2011 relatif à la conservation et à la communication des données permettant d'identifier toute personne ayant contribué à la création d'un contenu mis en ligne
- 5 CNIL, Délibération n°2007-391 du 20 décembre 2007 portant avis sur le projet de décret pris pour l'application de l'article 6 de la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance

dans l'économie numérique, et relatif à la conservation des données de nature à permettre l'identification de toute personne physique ou morale ayant contribué à la création d'un contenu mis en ligne